

**Des Bergeries de Panurge aux Ecuries d'Augias**  
**Ou**  
**Le Cycle Infernal des Crises Economiques**  
**En**  
**15 questions et réponses**

**Louis de Mollensard**

**INTRODUCTION**

Crise, récession, dépression, les marches de la descente aux enfers deviennent de plus en plus obscures au fur et à mesure que les cohortes innombrables des victimes incrédules découvrent avec stupeur l'envers du décor d'un mondialisme qui se croyait tout-puissant. Cette réalité submerge la planète entière avec la puissance dévastatrice d'un tsunami, et implique à terme un changement irréversible du mode de vie en vigueur dans les pays européens depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale. La crise est le *deus ex machina* de ce changement, le levier qui doit permettre de déraciner les peuples afin de mieux les transformer en masses humaines malléables, corvéables et adaptables aux bouleversements qui s'annoncent.

Cette crise de l'ultralibéralisme rappelle un précédent fameux : l'Union soviétique a servi de laboratoire social pour les apprentis sorciers d'une autre utopie mondialiste inspirée cette fois par l'ultrasocialisme. Les peuples asservis de cet empire totalitaire étaient privés des libertés les plus élémentaires, dont celle de s'exprimer librement. Ce droit fondamental résume et garantit tous les autres : il constitue le fondement même de la dignité humaine.

Vers la fin des années quatre-vingt, un slogan mémorable avait été lancé – telle une bouée de sauvetage – par les caciques décatis d'un régime soviétique en faillite annoncée : « Glasnost » et « Perestroïka », c'est-à-dire transparence et réforme. Avec le recul, on sait ce qu'il advint de cet ultime avatar d'un monde qui se voulait parfait en prétendant cumuler les bienfaits de l'ultralibéralisme et de l'ultrasocialisme.

En fait, ce qui arriva avec la « Glasnost » et la « Perestroïka » aurait pu se traduire dans les faits par la formule suivante : « **Ecran de fumée** » et « **pillage en gros** », en application du principe orwellien de l'inversion du sens des slogans de la propagande de masse. Et ce n'est pas un paradoxe d'affirmer que, des deux côtés, le rideau de fer est tombé dans le mauvais sens, puisque les peuples de l'Est héritèrent des bienfaits d'un ultralibéralisme sauvage et prédateur, et ceux d'Occident d'une chape de plomb étouffant la liberté d'expression digne du défunt régime stalino-orwellien.

Cette législation étrangère à notre culture et à nos coutumes politiques, sous prétexte de lutter contre la discrimination raciale, empêche la critique de se manifester, bloque les signaux d'alarme quant aux dérives totalitaires des apprentis sorciers de la mondialisation des marchés et des sociétés. On ne le répétera jamais assez : la liberté d'expression et la libre circulation de

l'information sont les meilleurs antidotes contre les manipulations de ceux qui prétendent faire le bonheur des autres à l'insu de leur plein gré...

Il convient de relever que les derniers grands dirigeants élus (Sarkozy et Obama) l'ont été sur la base de programmes promettant « réformes » et « transparence »... Heureusement pour les « élus », les électeurs ont le plus souvent la mémoire courte ; toute ressemblance avec la situation qui prévalait peu avant la chute de l'Union soviétique ne serait bien entendu que pure coïncidence.

A l'heure où la crise s'étend sur la planète entière, les porte-parole des « maîtres du monde » autoproclamés nous parlent déjà de l'après-crise. A les entendre, la sortie de crise est pour bientôt : il suffit d'y croire, de suivre les panneaux indicateurs et de se fier aveuglément aux instructions distillées par les perroquets de la classe politique et des grands médias. Au lieu de foncer sans éclairage dans le brouillard, le moment n'est-il pas venu de marquer un temps d'arrêt, de consulter la carte et, surtout, de lire le mode d'emploi ?

Pourquoi faudrait-il, encore une fois, faire confiance à ceux-là mêmes qui nous ont conduits là où nous en sommes, et pourquoi faudrait-il croire comme toujours en leurs explications ?

## 15 QUESTIONS ET RÉPONSES

« La première loi de l'Histoire est de ne pas oser mentir ; la seconde, de ne pas craindre d'exprimer toute la vérité. »

*Léon XIII*

### 1) Comment la Crise s'est-elle déclenchée ?

Au cours de l'été 2007, la grosse presse commença peu à peu d'informer le public du Vieux Continent qu'une crise financière majeure se développait depuis plusieurs mois aux Etats-Unis. Selon les explications des médias, des banques d'investissement opérant sur le marché de l'immobilier étaient victimes de débiteurs défaillants. En fait, pour stimuler la croissance, un mot magique qui permet tout, des établissements financiers sans scrupules avaient prêté de l'argent à des ménages en spéculant sur la plus-value potentielle de leur bien immobilier. Mieux encore : en différant le paiement de l'amortissement et des intérêts des hypothèques, il était possible d'acheter un logement à crédit, de vivre un an dedans sans bourse délier, puis de le revendre avec une coquette plus-value. Avec le gain ainsi réalisé, on pouvait acheter une nouvelle maison plus grande et plus chère, toujours à crédit, la revendre, et ainsi de suite jusqu'à la consommation des siècles !

Aujourd'hui, c'est plutôt le Jugement dernier qui s'annonce sans se faire inviter, car la plus-value s'est volatilisée dans le trou noir du déficit public américain et des aventures guerrières et financières de l'Oncle Sam, mais les dettes restent, d'où la crise.

La plus grande banque de gestion de fortune du monde (environ 1100

milliards de dollars sous gestion), l'Union de Banques Suisses (UBS), figure en bonne place dans le lot des arroseurs arrosés de la crise des « subprimes », avec une perte avouée de l'ordre de 50 milliards de dollars.

Au mois d'avril 2008, un premier bilan global des pertes établi par le Fonds Monétaire International (FMI), dirigé par Dominique Strauss-Kahn, (Source : *Le Figaro* du 10 avril 2008) ne craignait pas d'articuler le chiffre magique de 1000 milliards de dollars en ce qui concerne les pertes dues aux seules « subprimes »...

Le 15 septembre 2008, la banque américaine Lehmann Brothers se déclare en faillite, une conséquence parmi d'autres des pertes en cascade générée par la crise systémique du mondialisme.

Le 16 octobre 2008, la Banque Nationale Suisse (BNS) doit injecter dans l'urgence 6 milliards de francs pour permettre à l'UBS d'honorer ses engagements immédiats. Dans la foulée, l'UBS bénéficie d'une caution de la Confédération de 60 milliards de francs afin de sauver à terme le fleuron de la place financière suisse de la faillite, un montant qui correspond *grosso modo* aux pertes subies sur les marchés américains. En fait, si l'opération de sauvetage de l'UBS est pilotée pour la galerie par la BNS, c'est la Federal Reserve Bank (FED) américaine qui tire les ficelles, car c'est elle qui prête – contre intérêts – les 66 milliards à la BNS qui, elle-même, les met à la disposition de l'UBS, toujours contre intérêts, et tout cela dans l'urgence, en petit comité, sans débat parlementaire, bref, en toute transparence...

***Conclusion : avec le krach de l'UBS, la BNS apparaît pour ce qu'elle est : une simple succursale de la FED. Cette sujétion est confirmée par le fait que la réserve d'or de la BNS est stockée à Fort Knox (Kentucky), à la merci d'un Etat étranger en pleine déconfiture.***

## **2) Pourquoi les Banques suisses ont-elles succombé aux sirènes des marchés financiers américains ?**

Qui se souvient encore que, lors de la crise des fonds juifs en déshérence (1995-1998), le « ticket » payé par les banques suisses pour acheter la clé du paradis de la finance mondiale consista à se soumettre au chantage du Congrès juif mondial, pour reprendre les propres termes du conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz (Source : *Tribune de Genève* du 31 décembre 1996). Dans le cadre de ce marché de dupes, les banques suisses déboursèrent environ un milliard et demi de dollars pour participer au rare privilège d'opérer sur les marchés américains. Dans l'esprit des banquiers suisses, l'achat certes forcé de ce « ticket » n'était qu'un « Big Business » comme un autre, le milliard et demi, donné d'une main serait vite regagné par l'autre main, selon le principe ingénu dans les affaires du retour d'ascenseur. Le problème, c'est que, aux Etats-Unis, les ascenseurs montent jusqu'au ciel et ne redescendent jamais ! Dix ans plus tard, le bilan global des sommes investies dans les « ascenseurs américains » se traduisait par des pertes se chiffrant par dizaines de milliards de dollars.

Le chemin de croix parcouru depuis dix ans par des banquiers suisses trop crédules correspond à un véritable changement d'échelle : pendant la crise des fonds juifs en déshérence, les mêmes banquiers nous assuraient, la main sur le cœur et des trémolos dans la voix, qu'une perte correspondant à un milliard et demi de dollars représentait une limite absolue au-delà de laquelle la survie même du système bancaire suisse était en jeu !

Dix ans plus tard, les « experts » de la haute finance helvétique sont contraints d'avouer des pertes se chiffrant par dizaine de milliards de dollars, pertes directement liées aux affaires américaines. Et dire que tout cela fut suscité par la croyance naïve qu'il serait possible de récupérer largement la rançon versée lors de l'affaire des fonds juifs en déshérence, avec en prime quelques juteux « bonus » pour les braves et honnêtes employés de banque, du grand directeur au garçon de bureau, tous sélectionnés pour leur myopie congénitale et élevés dans les bergeries de Panurge !

Si ces banques avaient eu le cran de résister aux demandes excessives et souvent mal motivées du Congrès juif américain, non seulement elles auraient fait l'économie de un milliard et demi de dollars, mais, surtout, elles auraient évité des pertes colossales en s'abstenant de céder au « rêve américain » de l'argent facile. Mais pour cela, il fallait bien sûr ne pas tomber dans le piège de la norme pénale antiraciste qui avait été votée peu avant ! Ceux qui, abusés, ont voté en faveur de cette loi, s'en souviendront le jour de leur retraite, quand ils verront ce que les spéculateurs professionnels leur laisseront pour leurs vieux jours, puisqu'il faut s'attendre à une déconfiture prochaine des fonds de pension américains, de l'ordre de 1000 milliards de dollars, selon la Chicago Transit Authority (CTA), fonds dans lesquels les rentiers suisses sont parties prenantes, selon le principe des vases communicants en usage dans les sphères de la Haute finance.

***Conclusion : il n'est pourtant pas difficile de comprendre que si les profits sont réservés à quelques-uns, les pertes, quant à elles, sont supportées par l'ensemble des collectivités de notre pays.***

### **3) Pourquoi les systèmes d'autorégulation des marchés n'ont-ils pas fonctionné ?**

Sur la base d'un tel constat, la question cruciale que l'on est en droit de se poser est la suivante : ces pertes étaient-elles prévisibles, auquel cas il s'agirait d'un problème structurel lié au mécanisme même des marchés, ou bien ces pertes sont-elles suscitées par les aléas de la conjoncture ? Or, la réponse fondée sur le dogme de l'ultralibéralisme nous assure que les pertes sont provoquées par de trop grands déséquilibres entre l'offre et la demande provoqués, par exemple, par des catastrophes naturelles, des guerres, des épidémies, calamités qui existent depuis toujours et qui semblent sans remède. Ce sont donc les incertitudes mêmes de la vie qui seraient à l'origine des aléas de la conjoncture.

Pourtant, les chantres inspirés de l'ultralibéralisme proclament aux quatre vents que les Bourses où s'échangent les biens et où se déterminent les valeurs, sont assujetties à des mécanismes autorégulateurs qui en garantissent le juste équilibre et le bon fonctionnement, en dépit même des aléas de la conjoncture, et cela grâce à la mondialisation des marchés.

Il apparaît par conséquent que ces mécanismes autorégulateurs seraient conçus de telle sorte qu'ils devraient être en mesure de compenser les effets qu'une conjoncture défavorable pourrait avoir sur l'équilibre des marchés, raison pour laquelle, si l'on s'en tient à la logique un peu paradoxale d'une telle explication, qu'il n'y aurait pas lieu de mettre en avant les effets d'une mauvaise conjoncture pour trouver le comment du pourquoi de la crise financière du mondialisme.

Comprenne qui pourra, mais souvenons-nous du sens réel de la

« Glasnost » et de la « Perestroïka » : « **écran de fumée** » et « **pillage en gros** » : l'autorégulation implique des automatismes contraire à l'intelligence, car l'autorégulation organique ne concerne que les fonctions végétatives. La « main invisible » du marché se trouve logiquement reliée à un bras, lui-même commandé par une tête. Mais comme cette tête pensante et agissante ne veut ni expliquer ni assumer les tenants et les aboutissants de ses actes, elle fait accroire qu'elle n'existe pas. Certes, le pilotage automatique est possible pour des opérations simples, mais il est toujours conçu pour être déconnecté en cas de nécessité...

***Conclusion : la régulation automatique des marchés n'est qu'un écran de fumée bien commode pour camoufler certaines opérations frauduleuses.***

#### **4) Dans quel contexte économique les banques fonctionnent-elles ?**

Pour trouver la clé du mystère, ne faudrait-il pas examiner les mécanismes mêmes qui régissent l'activité du système bancaire et financier, et pas seulement les mécanismes autorégulateurs du marché ? Les fondamentaux qui régissent l'activité des banques sont bien antérieurs à l'essor industriel des Temps modernes. Il y a là une relation de cause à effet incontournable, d'où le constat que la banque est bien l'instrument capable de faire évoluer les méthodes artisanales vers les techniques industrielles. C'est aussi constater combien la pratique bancaire entre pour une part déterminante dans les mécanismes de l'économie de marché.

Dans la réalité économique de tous les jours, une telle emprise se traduit par une croissance des coûts financiers, autrement dit du prix du crédit, lequel absorbe une part de plus en plus importante des revenus des particuliers, des entreprises et des collectivités publiques.

Pour un particulier, l'endettement hypothécaire, contracté en vue de satisfaire le besoin vital que représente le droit au logement, va jusqu'à rendre fictif le principe même de la propriété privée. Pour une entreprise qui produit des biens de consommation, sa finalité ne se mesure plus à son utilité sociale, qui est de produire ce qui est nécessaire à la communauté nationale : c'est sa finalité vue en fonction des intérêts du monde de la finance qui est déterminante, par les flux financiers qu'une entreprise est susceptible de générer, même si, à la limite, son activité consiste à ne produire que des déchets, comme par exemple les journaux gratuits.

Les collectivités publiques, quant à elles, sont le plus souvent soumises à un régime financier d'une complexité telle que toute réforme, ou autre mesure d'assainissement, apparaissent condamnées par avance, car impliquant la mise en cause d'un développement que l'on voudrait bien voir durer, selon les apôtres du « développement durable », quand bien même lesdits apôtres – par ailleurs tous éminents économistes – semblent tout ignorer de la résurgence cyclique des crises économiques. En fin de compte, tout le monde doit faire allégeance aux grands opérateurs qui font la pluie et le beau temps sur les marchés financiers, distribuant d'une main un parapluie doré quand le soleil brille, et le reprenant de l'autre main à la première goutte de pluie...

Un tel constat ne peut que susciter, de prime abord, un sentiment d'impuissance, puis de résignation, face à ce qui est présenté par les médias comme un moindre mal du système dominant, pour ne pas dire ouvertement qu'il n'est plus possible de vivre autrement qu'en suivant le chemin tout tracé par

les partisans d'un système financier présenté en soi comme omniscient et omnipotent. Mais, au-delà du simple constat, la crise qui a commencé en 2007, présentée par les médias comme la plus importante depuis celle de 1929, permet de mettre en lumière les dessous du système financier, un système d'une « transparence » à toute épreuve, surtout depuis qu'il est contrôlé par des organismes d'Etat, présentés au bon peuple comme de véritables « gendarmes » de la Bourse !

**Conclusion : les organismes de contrôle, entretenus aux frais du contribuable, n'ont pas pu empêcher l'affaire Madoff, laquelle n'est sans doute que le sommet visible de l'iceberg.**

## **5) La Crise est-elle une fatalité, ou un simple accident de parcours ?**

Crise en 1696, crise en 1708, crise en 1714, crise en 1720, crise en 1745, crise en 1763, crise en 1772, crise en 1783, crise en 1793, crise en 1797, crise en 1804, crise en 1810, crise en 1813-14, crise en 1818, crise en 1825, crise en 1830, crise en 1836-39, crise en 1847, crise en 1857, crise en 1873, crise en 1882, crise en 1929, crise en 1956, crise en 1973, crise en 1979, crise en 1987, crise en 2001, crise en 2008...

En l'occurrence, le devoir de mémoire est certes encore lacunaire, pour ne pas dire très sélectif. Il y a peu, celui qui évoquait les méfaits de la grande crise de 1929 passait pour un trouble-fête, un esprit inquiet, un attardé de la croissance, ignorant tout des instruments régulateurs capables d'éteindre le feu à la première flammèche. La crise de 1857 fut considérée en son temps comme un « événement inouï, sans précédents dans l'Histoire » (Source : W. d'Ormesson, *La Grande crise mondiale de 1857*, Ed. Maurice d'Hartoy, Paris, 1933, pages IX et X). D'éminents pathologistes les ont disséquées, analysées, examinées au microscope : aucun n'a trouvé la panacée.

Pourtant, une simple lettre datée du 25 juin 1863 de la banque Rothschild de Londres à la banque Ikleheimer, Morton et Vandergould de New York nous donne la clé du mystère (extrait) : « Il y en a peu qui comprendront ce système [le système bancaire] et ceux qui le comprendront seront occupés à en jouir. Le public ? Comprendra-t-il jamais que ce système est contraire à ses intérêts ? » (Source : E. Pound, *le Travail et l'Usure*, Ed. L'Age d'homme, Lausanne, 1968, page 59). Le communisme a pu élaborer ses théories en dissertant sur l'histoire des dérives du capitalisme vers l'ultralibéralisme, sans jamais toutefois en rechercher les causes fondamentales, et a développé sa propagande sur les méfaits de leurs conséquences sociales.

Pour l'Ecole marxiste, la crise est un événement économique lié à la surproduction, laquelle survient inévitablement quand la concurrence artificiellement suscitée par un crédit facile incite les producteurs à produire de plus en plus, sans tenir compte de la demande et, pour finir, à vendre trop bon marché par rapport aux coûts réels de la production. Quand le marché devient saturé d'offres et que la demande ne suit pas, tout est à vendre mais personne n'achète. Le crédit facile devient alors une créance difficile à rembourser.

Pour l'Ecole libérale, la crise est la conséquence de l'intervention de l'Etat dans le libre marché. Par ses interventions, l'Etat perturbe le fonctionnement du marché en l'empêchant de procéder ponctuellement aux corrections nécessaires. Au lieu de se faire progressivement, la correction se fait brutalement et provoque une crise économique aux effets ravageurs. Dans la pratique, le déclenchement

d'une crise résulte de nos jours presque invariablement de la conjonction des quatre facteurs suivants .

- I. Les premiers indices annonciateurs surviennent quand les milieux d'affaires proclament que la croissance est un acquis durable et qu'elle sera bientôt profitable à tous : ces milieux se rendent compte que le moment est venu de stimuler artificiellement la consommation. On observe en parallèle une hausse soutenue des valeurs mobilières et immobilières conjuguée à une baisse du prix de l'argent.
- II. Pour compenser la baisse du prix de l'argent, autrement dit des taux d'intérêt, les banques centrales augmentent encore le volume de la masse monétaire en circulation dans le but de stimuler artificiellement la croissance. Dans un processus de fuite en avant, les banques commerciales espèrent gagner sur la quantité ce qu'elles perdent sur la qualité. La croissance de l'économie est alors la conséquence d'un crédit largement disponible.
- III. L'ouverture sans retenue des frontières permet d'augmenter les parts de marché des entreprises et facilite les échanges entre les pays, mais rend plus difficile l'appréciation des risques à cause de l'éloignement géographique et des différences culturelles entre partenaires économiques. La mondialisation des marchés provoque inévitablement la délocalisation des entreprises, au détriment des équilibres économiques locaux et régionaux. Ce processus aboutit au nivellement des salaires et à une spéculation sans limites à cause, dans un premier temps, des différences énormes des coûts de production qui varient selon les pays.
- IV. La crise survient au moment où le recours systématique au crédit dans les échanges commerciaux devient plus difficile à cause de la multiplication des débiteurs défaillants. La phase de liquidation survient quand les engagements qui ne sont plus tenus par les débiteurs aux abois ou ne peuvent plus être reportés font basculer les marchés de la confiance à la méfiance. L'échelle des valeurs boursières et les échanges qui en résultent sont alors brutalement redéfinis en fonction des réalités du marché et non plus selon des spéculations virtuelles.

Depuis 1696, les crises économiques se produisent périodiquement, comme l'a bien décrit l'économiste russe Kondratieff (1892-1930), avec son cortège de guerres, de révolutions, de bouleversements sociaux et de chômage endémique. Dans le langage feutré des économistes de cour, ce processus correspond à des phases de « réajustement » des marchés. Mieux encore, les effets dévastateurs des crises économiques s'amplifient avec l'essor du mondialisme. Les navigateurs savent bien que l'amplitude et la force des vagues varient en fonction de la surface des océans : et comme le mondialisme a rompu toutes les digues, les tempêtes financières peuvent maintenant dévaster le monde entier de leurs déferlantes géantes. Dans de telles conditions, même les navires les mieux construits et les mieux conduits ne pourront se sauver du naufrage.

La date de 1696 n'est pas le fruit du hasard : elle ouvre le cycle des grandes crises économiques survenant indépendamment des catastrophes naturelles, parce qu'elle coïncide avec la création du système bancaire moderne,

tel que nous le connaissons de nos jours. Ce système a, quant à lui, remarquablement prospéré à travers, ou plutôt grâce aux vicissitudes conjoncturelles, aux guerres meurtrières, aux convulsions sociales et aux révolutions sanglantes de ces trois derniers siècles.

***Conclusion : la Crise n'est pas du tout l'accident déplorable que l'on nous présente, auquel il faudrait tenter de porter remède, mais c'est la clé même du système dominant, la moisson des spéculateurs professionnels, lesquels peuvent ainsi accaparer périodiquement les richesses du monde.***

## **6) Dans quelles circonstances le système bancaire fut-il inventé ?**

Vers la fin du Moyen Age, l'activité économique restait toujours tributaire de la quantité disponible de métaux précieux, principale contre-valeur utilisée dans les échanges commerciaux. Il fallait pour développer la croissance augmenter la masse monétaire en circulation et, par conséquent, trouver de nouvelles ressources en métaux précieux. Des commanditaires, sans doute bien informés, font alors le pari de découvrir des mines d'or et d'argent dans le Nouveau Monde en finançant l'expédition de Christophe Colomb. Mais l'afflux massif de métaux précieux devint un facteur d'inflation qui provoqua finalement la banqueroute de l'Espagne de Philippe II. L'époque de la Renaissance fit apparaître les limites d'un développement économique dépendant de la masse monétaire en circulation. La technique financière de ce temps établissait une nette différence entre l'émission de monnaie, relevant exclusivement du droit régalien, et l'activité bancaire des « changeurs » et autres « prêteurs sur gage ». Les princes et les corporations représentaient la principale clientèle de ces redoutables usuriers. Mais, en cas de défaillance, ceux-ci devaient se plier, comme le commun des mortels, aux us et coutumes qui régissaient alors la vie économique des peuples et des nations de l'Occident chrétien.

Pour le déjà tout-puissant monde financier, l'occasion de changer en sa faveur la règle du jeu se présenta avec la Révolution anglaise de 1688. Un royaume de droit divin faisait place à une monarchie constitutionnelle, liant les décisions du roi au contrôle d'un parlement aux membres plus facilement corruptibles qu'un monarque détenteur du pouvoir absolu. Certes, des agents visiblement trop compromis s'étaient fait chasser du royaume d'Angleterre en 1290 par le roi Edouard 1<sup>er</sup>. Mais leurs successeurs revinrent dans les fourgons de l'armée de Cromwell (1599-1658), qu'il finança largement pour prix de sa trahison. Un tel retour signifiait la fin de l'époque où le prince protégeait le peuple du parasitisme financier international. Les engagements de l'Etat se trouvaient dès lors garantis par le nouvel ordre politique.

En 1694, Guillaume III d'Orange-Nassau, stathouder de Hollande, devint roi d'Angleterre au détriment du roi légitime Jacques II, grâce au soutien d'un groupe de banquiers anglo-hollandais. Redevable d'un tel soutien, l'usurpateur Guillaume III, impliqué par ses mentors dans des guerres ruineuses, se voyait contraint, pour être en mesure de payer ses soldats, d'accepter le marché suivant : en garantie d'un prêt de 1 200 000 livres-or, le roi concédait aux banquiers le droit de fonder un établissement bancaire privé aux statuts véritablement révolutionnaires. Voyons plutôt dans quelles circonstances le parasitisme fut institué au Royaume-Uni : cet établissement privé recevait le droit de se nommer « Banque d'Angleterre » et obtenait pour son prêt de



1 200 000 livres-or un intérêt de 6% garanti par l'Etat, remboursable en or. Pour compenser le fait que, dans cette opération, la « Banque d'Angleterre » se démunissait de tout son capital-or, elle reçut en contrepartie le privilège d'émettre des billets de banque jusqu'à concurrence de la contre-valeur prêtée en or.

Pour la première fois dans l'Histoire, le droit régalien de battre monnaie, attribut essentiel de la souveraineté nationale, passait en mains d'un groupe d'intérêts privés, au détriment de l'intérêt public, puisque la « Banque d'Angleterre » multipliait par deux le revenu de son capital, **et son capital lui-même**, en créant du numéraire *ex-nihilo* !

- le gouvernement anglais recevait des livres-or.
- les emprunteurs privés recevaient des billets de banque garantis par l'Etat.

A charge, pour ces deux catégories de débiteurs, de payer les intérêts et d'amortir les fonds empruntés. Grâce à la garantie octroyée par l'Etat, le public avait confiance dans les billets de banque imprimés par la « Banque d'Angleterre ». Dans de telles conditions, profitables aux seuls spéculateurs, l'endettement simultané du peuple et de l'Etat ne pouvait aller qu'en s'amplifiant. Guillaume III empruntera jusqu'à sa mort en 1702 plus de 16 millions de livres-or, ce qui autorisait la « Banque d'Angleterre » à imprimer et à prêter la même somme en billets de banque que la population était bien obligée d'accepter. Comme ces billets de banque circulaient librement dans le public et avaient cours au même titre que la monnaie d'or, la « Banque d'Angleterre » continua de prêter au gouvernement de sa Majesté du papier-monnaie, et non plus de l'or. Le tour était bien joué, car si le souverain, usant de son droit légitime, avait décidé d'émettre lui-même des « billets d'Etat », en lieu et place des « billets de banque » imprimés par la « Banque d'Angleterre », il n'aurait pas endetté le pays et n'aurait pas eu à verser des intérêts !

L'accord ainsi conclu entre un groupement d'intérêts privés et le représentant de l'intérêt public permettait aux banquiers d'intervenir directement dans les opérations financières de l'Etat. Initialement, l'émission de billets de banque se faisait à parts égales de la contre-valeur de l'or prêté mais, par la suite, le rapport entre la couverture-or et la contre-valeur représentée par les billets de banque mis en circulation ne fut plus systématique. Ce qui signifie qu'il fallut une quantité de moins en moins importante d'or pour garantir la mise en circulation d'une quantité de plus en plus importante de billets de banque. De nos jours, on ne s'embarrasse plus de telles considérations, puisqu'on a pratiquement supprimé la couverture-or depuis les Accords de Bretton Woods signés en 1944 par les Alliés, qui imposèrent le dollar comme unité monétaire de référence à l'échelle internationale. En 1976, sous la présidence de Gérald Ford, on alla plus loin en supprimant tout lien entre l'or et le dollar.

Un tel système, pour bien fonctionner, doit trouver de plus en plus d'emprunteurs pour que le capital créé se transforme en capital placé, autrement dit en créance due à la banque. Car c'est bien l'emprunteur qui, en empruntant, donne une réalité économiquement tangible à l'argent virtuel créé par la banque centrale et distribué par les banques de crédit. Si les affaires marchent bien, la banque de crédit perçoit comme prévu les intérêts et les amortissements, sur la base d'une émission virtuelle. Si les affaires marchent mal, la banque de crédit réalise les garanties de son client, et obtient quand même quelque chose sur la base d'un engagement essentiellement de nature virtuelle.

***Conclusion : les Etats modernes ne sont pas vraiment des Etats souverains puisqu'ils ont délégué l'exercice de leur droit régalien aux banquiers qui représentent ainsi un pouvoir supranational d'autant plus puissant qu'il n'assume aucune responsabilité ; ce sont toujours les peuples et les nations qui sont les derniers payeurs.***

## **7) Comment le système bancaire fonctionne-t-il ?**

Aujourd'hui encore, trois siècles après l'invention de la plus prodigieuse machine à parasiter les peuples de tous les temps, le client lambda s'imagine toujours qu'en déposant 1000 francs dans une banque, celle-ci va tout simplement prêter directement ces 1000 francs à un autre client, et que, pour la banque, le profit de cette opération résultera de la seule différence entre l'intérêt du dépôt et celui du prêt.

La réalité est plus complexe : pour l'exemple, supposons que la banque centrale nationale, autrement dit la banque qui détient le monopole d'émission de la monnaie, décide de prêter 10 000 francs à 3% à une banque de crédit qui en a fait la demande. Cette dernière conserve 10% de ce prêt sur son compte de garantie de la banque centrale et prête le 90% du même montant, au taux d'intérêt de 8%, à un client, lequel dispose alors d'un crédit de 9000 francs. Ce client décide d'acheter un véhicule avec ce crédit. Le compte en banque du vendeur du véhicule est alors crédité du montant correspondant au prix de vente du véhicule, soit 9000 francs. La banque du vendeur de véhicule garde en réserve de garantie 10% des 9000 francs, soit 900 francs, ce qui lui permet de prêter 8100 francs à un autre client lequel, à son tour, va acheter avec cet argent du mobilier. Par conséquent, la banque du vendeur de meubles se trouve créditée de 8100 francs. A son tour, cette banque va garder 10% de ce montant en dépôt de garantie, soit 810 francs, afin de pouvoir prêter 7290 francs à un troisième client...

Ce procédé montre que le profit des banques résulte de leur capacité à multiplier les prêts sans qu'il leur soit nécessaire d'accumuler au préalable du capital par de l'épargne. Au contraire, c'est l'endettement qui va permettre de constituer du capital. Autrement dit, c'est l'engagement pris par le débiteur qui permet de créer, ex-nihilo, le capital qui sera mis à sa disposition sous la forme d'un crédit.

C'est donc bien l'engagement contracté par le client des banques qui va constituer la garantie permettant, sur la base d'un rapport convenu, le ratio, à la banque de crédit d'obtenir de la banque centrale du capital issu du crédit, et non pas de l'épargne.

Comme l'intérêt dû par la banque de crédit à la banque centrale sera toujours inférieur à celui payé par le client, le profit sera généré d'une part par la différence des taux d'intérêts, et d'autre part par l'effet multiplicateur résultant de ce système, autrement dit par un effet levier.

C'est donc dans l'intérêt de la banque de crédit de susciter des emprunts et, comme les banques sont en concurrence les unes avec les autres, la logique d'un tel système fait qu'il arrive un moment où les banquiers deviennent moins regardant quant à la qualité de leurs débiteurs. Pour masquer ce défaut, les banques inventèrent une multitude de « produits financiers », tous plus complexes les uns que les autres, autrement dit des « **écrans de fumée** », destinés à fragmenter et à répartir le risque dans le temps et dans l'espace,

grâce aux vertus de la mondialisation et en application du principe forcément génial de la patate chaude. Après nous le déluge, pourvu que le bilan gonfle comme la grenouille de la fable et que les actionnaires touchent leurs dividendes !

***Conclusion : prétendant avoir inventé le mouvement perpétuel pour alimenter le moteur de la croissance, la banque profite surtout de l'endettement perpétuel appliqué aux peuples et aux nations.***

## **8) Quels sont les avantages et les inconvénients d'un tel système ?**

La « Banque d'Angleterre » devint ainsi la première banque privée autorisée à émettre des billets de banque reconnu et imprimé avec la garantie de l'Etat et, de ce fait, la première banque centrale du monde. Selon une théorie communément admise, un syndicat de banquiers voulut, par cette innovation financière, adapter la masse monétaire en circulation au volume des échanges commerciaux. Cette pratique se trouverait justifiée dans la mesure où la création de monnaie, par l'abondance du crédit qu'il met à la disposition des entrepreneurs, constitue un puissant stimulant pour la production et l'innovation. La logique d'un tel système nous oblige à constater qu'il tend à susciter des besoins artificiels, que rien ne permet de justifier. L'évolution du développement économique nous montre que cette méthode nous conduit inmanquablement aux excès de la société de consommation, laquelle provoque inéluctablement l'épuisement des ressources naturelles.

Un tel déséquilibre survient quand l'économie ne fait aucune différence effective entre besoins vitaux et besoins sociaux. Pourtant, la définition la plus communément admise est la suivante : « L'homme éprouve des besoins et cherche à les satisfaire. Les uns, les besoins dits physiologiques, ou vitaux, sont tellement impérieux que la vie est impossible s'ils ne reçoivent pas satisfaction, comme le besoin de manger, de boire, de dormir. La satisfaction des autres, qu'on appelle parfois besoins de civilisation, ou sociaux-culturels, ne s'impose pas avec le même caractère d'absolue nécessité » (Source : P. Reboud, *Précis d'économie politique*, Ed. Dalloz, Paris, 1939, page 1).

Malgré cette distinction, qui a la force de l'évidence, des besoins considérés comme vitaux et des besoins sociaux non indispensables se doivent d'obéir à la même loi, celle de l'offre et de la demande, sans que les besoins vitaux puissent se prévaloir d'une quelconque priorité face à la demande des besoins sociaux-culturels. Ceux qui ont la responsabilité de gérer les ressources naturelles de notre planète peuvent se permettre de détourner des moyens de production pour fabriquer des biens sociaux-culturels, si cela profite à certains lobbies, quand bien même les besoins vitaux de larges couches de la population mondiale sont encore très loin d'être tous satisfaits. Cette situation résulte de la conséquence directe de l'usurpation par l'institution bancaire du droit régalien de battre monnaie, et nous dévoile le vrai visage d'un monde soumis au culte du veau d'or, basé sur la satisfaction immédiate et sans freins de besoins sociaux qui peuvent être aussi destructeurs pour celui qui en jouit, que pour celui qui se voit privé d'un bien vital comparable en terme de production, sacrifié sur l'autel de la spéculation et du mondialisme.

Une telle confusion, sciemment entretenue entre besoin vital et besoin social, correspond exactement à une autre incohérence propre à notre époque, qui consiste à confondre l'individu et la personne : « L'essence du libéralisme est

l'individualisme. Le fondement de son erreur est la confusion entre le concept de personne et celui d'individu et la revendication, par ce dernier, inconditionnelle, sur une base égalitaire, des valeurs qui ne sauraient, dans le meilleur des cas et *sub conditione*, être attribués qu'à la première [la personne]. Ce malentendu transforme ces valeurs en autant d'erreurs, en quelque chose d'absurde et de destructeurs. » (Source : J. Evola, *Les hommes au milieu des ruines*, Ed. Pardès, Puisseaux, 1984, page 45).

En situant ces considérations dans le contexte de la vie économique de notre quotidien, on constate que les besoins vitaux correspondent aux besoins de l'individu, et les besoins sociaux à ceux de la personne. Il est évident qu'il existe une égalité foncière quant à la satisfaction des besoins vitaux entre les individus, et une inégalité, ou plutôt une différence qualitative, quant à la satisfaction des besoins sociaux entre les personnes. Une telle distinction correspond à l'ordre naturel des choses, dans la mesure où la satisfaction des besoins vitaux bénéficie d'une priorité évidente par rapport à la satisfaction des besoins sociaux-culturels. Si, objectivement, chaque individu a besoin de la même quantité de nourriture pour s'alimenter, d'un seul toit pour se loger, chaque personne ressent des besoins sociaux différents en fonction de la nature propre de chacun.

La prétention de l'économie de marché, qui est de satisfaire sans distinction tous les besoins, aboutit en définitive à une situation où des biens sociaux-culturels inutiles, voire néfastes, sont produits au détriment des biens vitaux de première nécessité.

Le devoir d'une économie subordonnée à l'intérêt général et au bien public est de subvenir prioritairement à la production et à la distribution des biens vitaux et de rendre impossible toute spéculation sur de tels biens. En faisant correspondre le besoin vital à l'individu et le besoin social à la personne, on établit une éthique de l'économie où l'homme, par son travail, tend à satisfaire un minimum suffisant à ses besoins vitaux, mais assure la totalité de ce minimum.

***Conclusion : si le marché des biens sociaux-culturels peut s'accommoder de la loi de l'offre et de la demande, le marché des biens vitaux ne saurait s'y soumettre, la demande étant, dans ce cas, prioritaire à l'offre.***

## **9) Le volume du crédit est-il proportionnel à l'activité économique ?**

Il n'y a pas de commune mesure entre le volume de l'épargne réelle, formée peu à peu par le labeur de l'homme, et le volume des capitaux induits par la création de monnaie *ex nihilo* issue des banques. N'oublions pas qu'une banque centrale peut se permettre, en toute légalité, de tirer des chèques sans provision en faisant tourner la planche à billets ! Et à qui profite ce privilège fabuleux ? Aux intérêts privés qui agissent sous couvert des banques centrales, présentées au bon peuple comme des œuvres d'utilité publique !

En mettant des capitaux disponibles en quantité presque illimitée à la disposition des spéculateurs, il devient possible de s'assurer le contrôle quasi absolu de l'économie. Se livrant une concurrence suicidaire, des entreprises prospères sont poussées à la faillite par l'octroi facilité de crédits ruineux. Le cours des actions n'est jamais le reflet fidèle de la valeur réelle des entreprises, car le crédit illimité vient brouiller les pistes pour le plus grand profit des éternels spéculateurs.

**Conclusion : les critères d'attribution des crédits, qui sont le fondement même du métier bancaire, n'ont de véritable sens que s'ils sont reconnus et appliqués dans la rigueur et la transparence par tous les agents économiques, ce qui n'est manifestement pas le cas dans la pratique.**

## **10) Pourquoi l'ultralibéralisme ne peut-il pas se développer sans crises ?**

Un cycle économique commence par une phase où le volume du crédit disponible sur le marché des capitaux rend l'argent attractif, car bon marché, conséquence normale de la loi de l'offre et de la demande, qui joue ici à priori en faveur de l'emprunteur. Chacun investit pour produire davantage et à meilleur prix, convaincu par une habile et omniprésente propagande que la libre concurrence sera la base d'une saine émulation génératrice de progrès et de bien-être pour tous.

Au cours de la phase suivante, la production tourne à plein régime, dopée par les crédits accordés généreusement par les banques. L'offre devient vite surabondante, et la demande peine à suivre. La lutte pour la conquête des marchés s'amplifie avec la disparition des moins performants. Malgré ces ajustements, il s'avère que l'économie s'enfonce dans un processus de surproduction et de sous-consommation, avec les conséquences bien connues que sont l'inflation, la baisse du pouvoir d'achat, l'érosion de l'épargne et le chômage.

Quant au coût de l'endettement général, évalué sur la base des projections euphoriques de la haute conjoncture, il devient vite une charge qui amplifie la déprime des marchés, dans la même mesure que le crédit facile en avait amplifié la hausse au début du cycle conjoncturel.

L'alternance cyclique de ces deux phases, croissance et dépression, trouve sa cause première dans l'endettement inconsidéré, conséquence du fait que le crédit bancaire est une création *ex nihilo*, et que la banque ne peut pas perdre quelque chose qui n'existe pas, car c'est bien l'emprunteur, en reconnaissant sa dette, qui va donner une réalité monétaire au crédit bancaire en transformant la monnaie virtuelle issue du système bancaire en monnaie réelle, autrement dit en espèces sonnantes et trébuchantes.

Si les conditions de l'emprunt sont respectées par le débiteur, le crédit sera remboursé, majoré des intérêts. Si les conditions ne sont pas tenues, la banque créancière réalisera les gages déposés par l'emprunteur à titre de garanties. Dans tous les cas, quelles que puissent être les circonstances, la banque ne peut subir qu'un manque à gagner, et non pas une perte de substance comparable aux autres agents économiques. Malgré tout ce qu'on nous raconte sur le libéralisme, les lois du marché ne sont pas les mêmes pour tous.

Depuis la fondation de la « Banque d'Angleterre », la vie économique des nations se répète dans les mêmes conditions, d'une crise à l'autre. Comme les salaires et autres revenus deviennent insuffisants pour acheter la totalité de la production, il arrive un moment où la production superflue doit s'éliminer. Le progrès technologique se charge de rendre une partie de la production obsolète. Les biens ainsi déclassés sont bradés à vil prix, ce qui explique la baisse continue du prix des produits technologiques et la tendance croissante à la délocalisation des sites de production, qui pousse les salaires à la baisse et amplifie d'autant la perte du pouvoir d'achat des biens vitaux. Au stade ultime, la guerre, avec son gaspillage insensé et la destruction des infrastructures qu'elle provoque, vient à

point nommé pour écouler la surproduction et relancer un appareil de production essoufflé. Et plus la guerre sera longue et destructrice, plus les besoins en capitaux seront nécessaires pour la reconstruction.

Le Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz évalue à 3000 milliards de dollars le coût de la guerre en Irak (Source : *Le Figaro* du 10 avril 2008). David Walker, rapporteur financier du Congrès, a déclaré avant sa démission en mars 2008 que les Etats-Unis étaient en banqueroute, vu que la dette publique se monte à plus de 9400 milliards de dollars. Reste encore les créances « pourries » des cartes de crédit, qui pourraient se chiffrer autour des 1000 milliards de dollars. Mais le plus inquiétant reste à venir avec les pertes hautement probables provoquées par les « credit default swap » (CDS), une embrouille financière de l'ordre de 60 000 milliards de dollars. Si l'inventaire des Ecuries d'Augias s'apparente au travail de Sisyphe, on peut d'ores et déjà se rendre compte que la barque du mondialisme fut construite sur le modèle du tonneau des Danaïdes ! Il n'en reste pas moins que le cumul de toutes ces pertes dépasse, et de loin, la totalité des richesses produites chaque année par la planète entière...

Une aubaine pour certains Etats, comme les Etats-Unis, qui ont fait de l'endettement généralisé, des guerres et des crises les moyens de leur prospérité.

***Conclusion : la marche de l'économie ultralibérale obéit à des cycles de croissance, lesquels se terminent par une « récolte » au seul profit des spéculateurs-parasites, qu'ils appellent « crise conjoncturelle passagère », pour ne pas désespérer les véritables producteurs.***

## **11) Comment est-il possible de créer de l'argent à partir de rien ?**

Vivre pour gagner de l'argent, ou gagner de l'argent pour vivre ? Concrètement, la question n'a pas le même sens pour les « initiés » que pour le commun des mortels, chacun vivant dans des conditions tellement différentes qu'une telle comparaison en devient indécente. Le clivage est si profond que la méconnaissance des uns et l'omnipotence des autres engendrent toutes les confusions, confusions qui sont la clé de toutes les manipulations. Pour mieux dissiper les écrans de fumée de la « transparence », il n'est peut-être pas malvenu de rappeler les quelques principes élémentaires suivants :

1. La monnaie est liée à un Etat national, comme le franc suisse, ou à une union d'Etats, comme l'euro.
2. La monnaie n'est plus garantie par des réserves d'or, c'est-à-dire qu'elle est créée par convention, autrement dit à partir de rien (*ex nihilo*), sous forme de crédits bancaires.
3. Ces crédits sont octroyés contre des garanties et le paiement d'intérêts.

Quelles-sont les conséquences et les problèmes résultant de l'application de ces principes ? Le deuxième principe est le plus important, car il répond à la question élémentaire de l'origine de l'argent. Chaque franc, chaque euro et chaque autre monnaie nationale en circulation a d'abord été émis sous forme de prêt bancaire. Si, par exemple, quelqu'un contracte un emprunt de 100 000 francs, la banque transfère ce montant sur le compte de l'emprunteur et produit du numéraire, littéralement à partir de rien. Ce processus de création d'argent est qualifié en anglais de « fiat money », une expression qui est dérivée du latin.

« Fiat money » est une émission d'argent qui ne nécessite pas de contre-valeur en métal précieux, une conséquence des Accords de Bretton Woods. Théoriquement, l'argent peut ainsi être créé presque à volonté. Dans la pratique, les banques centrales qui émettent de la monnaie peuvent garder une réserve minimale d'or, ce qu'a fait la Suisse, de même qu'une banque de crédit est obligée d'accorder des prêts à intérêts contre des garanties. Un tel système s'appelle « fractional reserve system » et constitue la source d'énormes profits grâce à l'octroi de crédits bancaires.

Considérons cela sur la base d'un exemple théorique, exemple qui se décline dans la pratique sous la forme d'une multitude de produits financiers, tous plus opaques les uns que les autres, selon le principe éprouvé de l'écran de fumée. Sachant que la banque devrait déposer pour chaque crédit accordé dix pour cent de garanties, comme nous l'avons déjà vu dans un chapitre précédent, garanties qui seraient constituées, par exemple, par les dépôts d'épargne de ses clients. La banque pourrait alors octroyer dix francs de crédit pour chaque franc du dépôt d'épargne. Puisque selon le troisième principe, les crédits sont accordés contre intérêts, la banque multiplie par dix son gain généré par le crédit accordé, et ne verse, en contrepartie, qu'un faible intérêt au dépôt d'épargne garant, dont le capital initial, comme nous l'avons vu, est dix fois moindre que le montant du crédit accordé.

***Conclusion : l'ultralibéralisme ne repose que sur des conventions privées qui n'ont jamais fait l'objet d'un débat public, parce que ces conventions ne profitent qu'à une infime minorité.***

## **12) Le règne du crédit illimité est-il vraiment nécessaire à la vie économique ?**

De nos jours, le prêt à intérêts est devenu la source fondamentale du profit pour le système bancaire. L'histoire de l'économie à travers les siècles nous montre que le système du prêt à intérêts n'a pas toujours été une nécessité économique. Jusqu'à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, ce fut surtout l'Eglise qui lutta en première ligne contre ces méthodes parasitaires. Pourtant, les conséquences du prêt à intérêts sur la société sont accablantes et il vaut la peine de les examiner.

1. Les intérêts encouragent indirectement la concurrence forcée entre les agents économiques.
2. Les intérêts suscitent des charges financières croissantes, même lorsque le niveau de vie est en baisse.
3. Les intérêts contribuent à concentrer la richesse, au seul profit d'une petite minorité de prêteurs et au détriment d'une grande majorité d'emprunteurs.

La concurrence forcée par le système d'intérêts est illustrée par l'exemple suivant. Si une banque crée de la monnaie sous forme de crédit, elle met à la disposition de l'emprunteur un capital initial, par exemple 100 000 francs. Pendant toute la durée du crédit, l'emprunteur devra payer des intérêts, de sorte que le montant remboursé au total pour le crédit accordé est forcément plus élevé. Pour un crédit d'une durée de vingt ans, la somme remboursée sera, par exemple, de 200 000 francs. La banque oblige en quelque sorte l'emprunteur à trouver les deuxièmes 100 000 francs et, s'il n'y parvient pas, le crédit sera

révoqué et le gage réalisé. Les deuxièmes 100 000 francs sont les intérêts du crédit accordé à l'emprunteur. Si maintenant tout le monde devait rembourser tout de suite son emprunt y compris avec les intérêts, le système provoquerait inévitablement la banqueroute de presque tous les emprunteurs concernés.

Par conséquent, si un premier emprunteur est en mesure de rembourser régulièrement son prêt à la banque, un second emprunteur ne sera peut-être pas en mesure de le faire. Si ces deux emprunteurs sont concurrents, le premier aura sur le second l'avantage d'obtenir plus facilement un nouveau crédit, ce qui fausse le jeu de la concurrence. C'est par le jeu du renouvellement constant des crédits que les entreprises peuvent se maintenir sur le marché. Dans le système de l'argent à crédit, les entreprises sont sans cesse en concurrence pour obtenir de l'argent auprès des banques et, en cas de difficultés, comme des charges trop lourdes ou des débiteurs défaillants, elles sont sanctionnées par la banqueroute. Pour pouvoir maintenir le système du prêt à intérêts, il faut donc multiplier constamment la quantité de monnaie émise pour alimenter les crédits et donc maintenir la croissance du crédit, même s'il n'y a pas de croissance économique.

Un autre effet propre à ce système est le transfert continu de richesses de la grande majorité des emprunteurs à une petite minorité des prêteurs. Les individus et les entreprises les plus riches détiennent de gros fonds à placer, ce qui suscite une offre abondante de crédits et une pression à la baisse des taux d'intérêts. Ces prêteurs reçoivent ainsi une rente régulière de tous ceux qui doivent emprunter de l'argent. Il en résulte une forte inégalité dans la distribution du bien-être de sorte que dans tous les pays industrialisés, un petit groupe de personnes très fortunées possède la plus grande part du capital mondial.

Ce système a, sous plusieurs aspects, des effets très négatifs sur la grande majorité de la population. D'un côté, le système bancaire, par l'entremise de la banque centrale, détient le monopole de la création de monnaie. Mais cet argent ne peut être généré qu'en contractant un crédit auprès d'une banque, à condition toutefois de disposer de solides garanties. Celui qui n'est pas jugé digne de crédit n'a donc aucune chance de participer équitablement à l'économie de marché. Afin qu'une monnaie sans couverture-or reste stable, la banque centrale doit la maintenir artificiellement en quantité relativement limitée. La banque centrale y parvient en agissant sur le taux directeur, et en régulant le volume des avances accordées aux banques d'affaires. A cause du monopole de production de la monnaie et de la spéculation, des producteurs de biens vitaux ne trouvent pas assez de liquidités pour effectuer certains investissements utiles à la société. Cette situation se manifeste par le fait que, même dans le cas d'une bonne conjoncture économique, il existe un chômage structurel incompressible. De même, un nombre non négligeable d'employés ne peuvent vivre décemment du salaire d'un poste à plein temps. En Suisse, par exemple, environ 670 000 employés doivent à l'heure actuelle vivre avec des salaires mensuels inférieurs à 4000 francs, de sorte qu'il leur est impossible de constituer une épargne pour leurs vieux jours.

Puisque la quantité d'argent générée par le crédit bancaire doit constamment augmenter à cause du système d'intérêts, il s'ensuit une pression inflationniste, étant donné que de l'argent multipliable à volonté sera toujours disponible pour acheter certains biens qui, eux, ne sont pas multipliables à l'infini, comme par exemple les terrains ou les matières premières. Par conséquent, le citoyen à salaire moyen ne peut même pas se permettre d'acquérir une parcelle à bâtir dans son propre pays. Le système du prêt à intérêts suscite au sein d'un peuple de grandes inégalités dans le bien-être et



une concurrence artificielle entre les salariés et entre les entreprises, ce qui produit, en dernière analyse, un effet nuisible sur la solidarité nationale.

**Conclusion : seul un peuple bénéficiant d'une répartition équitable du bien-être peut vivre dans l'harmonie et développer une capacité économique susceptible d'assurer dans la durée son indépendance et sa prospérité.**

### **13) Pourquoi les vrais réformateurs sont-ils réduits à l'impuissance ?**

A l'aube de l'histoire des Etats-Unis, John Adams (1735-1826), deuxième président de la grande nation du Nouveau Monde, pouvait déjà s'écrier : « Toute banque d'escompte est une irréductible iniquité, qui vole le public au profit de certains particuliers. Mais si je couche cela sur mon testament, le peuple américain me croira mort fou » (Source : E. Pound, *Le travail et l'usure*, Ed. L'Age d'Homme, Lausanne, 1968, page 53).

Chacun sait que le 35<sup>ème</sup> président des Etats-Unis, John Fitzgerald Kennedy (1917-1963) n'est pas mort fou, mais qu'il a été assassiné à Dallas le 22 novembre 1963 par un tireur isolé, présumé seul coupable, lui-même abattu peu après dans des circonstances qui n'ont jamais été élucidées par Jacob Rubinstein (Jack Ruby), un homme de main de la puissante communauté juive du Texas. Le 4 juin 1963, le président Kennedy avait signé le décret N° 111 110 attribuant à la seule autorité de l'Etat l'émission de billets de banque, une décision courageuse prise en faveur du peuple américain, mais contraire aux intérêts de la haute finance puisqu'elle abrogeait le privilège d'émission détenu par la Federal Reserve Bank, laquelle fait office de banque centrale aux Etats-Unis. Le premier acte officiel de son successeur, le vice-président Lyndon Johnson, fut de supprimer cette réforme.

John Fitzgerald Kennedy aurait dû se souvenir que cent ans auparavant, son prédécesseur élu à la présidence des Etats-Unis, Abraham Lincoln (1809-1865), avait voulu s'affranchir des services de la banque Rothschild, le principal financier de la guerre de Sécession, en faisant imprimer sous la seule autorité du Trésor public un « Billet d'Etat », le Greenback. Le Président Lincoln est mort assassiné par un tireur isolé, lui aussi abattu dans des circonstances qui n'ont jamais été élucidées. Le successeur de Lincoln, le vice-président Andrew Johnson, s'empressa de supprimer l'émission de ces « Billets d'Etat ».

John Fitzgerald Kennedy aurait dû garder à l'esprit que la Federal Reserve Bank, seule institution autorisée à émettre de l'argent, fut instituée en 1913 par le président Wilson à l'instigation des membres fondateurs suivants :

- Rothschild Bank (Londres, Paris et Berlin)
- Lazard Brothers Bank (Paris)
- Israel Moses Seif Bank (Rome)
- Warburg Bank (Hambourg et Amsterdam)
- Lehman Brothers Bank (New York)
- Kuhn Loeb Bank (New York)
- Chase Manhattan Bank (New York)
- Goldman Sachs Bank (New York)

Ce cartel bancaire représente aux Etats-Unis un pouvoir privé plus puissant que les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire réunis. Ce pouvoir

s'appuie sur trois privilèges exorbitants :

1. Le cartel de la Federal Reserve Bank peut émettre sous sa seule autorité des dollars qu'il prête au Trésor public américain, à d'autres Etats et à d'autres banques, raison pour laquelle le gouvernement américain peut se permettre d'accroître le déficit du budget, puisqu'il suffit au cartel de faire tourner la planche à billets.
2. Le cartel de la Federal Reserve Bank fixe sous sa seule autorité les taux d'intérêts qui sont payés par ses débiteurs. A cause de l'énorme déficit budgétaire, le service de la dette publique représente à lui seul une charge énorme qui pèse sur le contribuable américain.
3. Le cartel de la Federal Reserve Bank décide sous sa seule autorité qui pourra bénéficier et à quelles conditions de ses services financiers, en fournissant aux banques les fonds nécessaires.

La politique du cartel de la Federal Reserve Bank depuis 2001 est édifiante quant à l'origine de la crise des « subprimes ». Après avoir abaissé le 25 juin 2003 le taux directeur à 1% et inondé le marché de liquidités, ce qui a eu pour effet de doper le marché de l'immobilier aux Etats-Unis, le taux directeur a recommencé à prendre l'ascenseur en atteignant le 29 juin 2006 un sommet à 5,25%, une hausse qui a pris à la gorge les acheteurs de logement à crédit, devenus incapables de tenir leurs engagements. Pour ceux-là, les petits débiteurs, la faillite est au bout du chemin de l'argent facile. Quant aux dirigeants des grandes banques de crédit, ces messieurs savent bien qu'ils pourront toujours recapitaliser leurs créances douteuses en faisant appel au Trésor public : le petit débiteur craint le créancier, mais le créancier craint le gros débiteur. (Source : *Les secrets de l'Institut d'émission des Etats-Unis*, Wolfgang Freisleben, Horizons et Débats du 14 janvier 2008)

***Conclusion : les règles du marché ne sont manifestement pas les mêmes pour tous et ceux qui voudraient les réformer sont supprimés de manière exemplaire. Sous couvert d'un ultralibéralisme opaque, la haute finance applique la loi du plus fort et change les règles du jeu à sa seule convenance.***

#### **14) Quelles réformes devrait-on adopter pour que cela change vraiment ?**

Il existe une Troisième voie, entre Charybde et Scylla, laquelle évite les écueils de l'ultrasocialisme totalitaire et de l'ultralibéralisme prédateur. A l'échelle de l'initiative privée, le grand industriel Henry Ford avait appliqué avec succès des méthodes particulièrement profitables à ses ouvriers. Pour se mettre à l'abri des redoutables spéculateurs internationaux, Henry Ford avait développé une forme d'autarcie industrielle, en ayant ses propres centrales électriques, ses propres aciéries, sa propre flotte de commerce, ses propres sources de matière première (bois, métaux, caoutchouc, etc.). Un tel système lui permettait d'éviter autant que possible de faire appel à la sous-traitance. De même, Henry Ford préférait l'autofinancement, plutôt que d'être asservi au crédit bancaire. Il avait compris qu'il était possible de développer des formes de vente directe rentables, du

producteur au consommateur, au détriment certes d'intermédiaires empressés de se rendre indispensables par le chantage et la corruption.

Le succès des entreprises Ford avait ainsi valeur d'exemple, sous réserve qu'il ne fallait à aucun prix que cet exemple soit suivi, sous peine de tuer la poule aux œufs d'or. L'expérience tentée par Henry Ford sera tuée dans l'œuf : après avoir échappé miraculeusement à un attentat, mais succombant au chantage et aux menaces, il devra faire acte de repentance pour sauver son empire industriel du boycott et son personnel du chômage.

Ces chefs d'Etat ou d'entreprise, soucieux des besoins du peuple, avaient compris que le droit régalien de créer la monnaie ne devait pas être délégué à une quelconque société anonyme ou à un cartel bancaire international. Le monopole de la création de monnaie doit nécessairement être de la seule compétence de l'Etat, car la nation demeure, par son patrimoine et sa capacité économique, le meilleur garant de la création de monnaie. De plus, seule une banque centrale étatisée peut garantir la primauté du bien public face à de puissants intérêts privés. Il n'est pas acceptable qu'une société anonyme ou un syndicat bancaire, du fait de sa seule puissance financière, décide quel doit être le volume de la monnaie en circulation. Seule une autorité politique légitime et indépendante des lobbies devrait être en mesure de contrôler le pouvoir économique. On mettra ainsi un frein aux spéculations, qui se traduisent par des pertes se chiffrant par milliards de francs, pour le seul intérêt de spéculateurs qui savent tirer profit de la mondialisation des marchés.

***Conclusion : une banque centrale nationale, en tant que régie d'Etat détenant le monopole de l'émission de la monnaie, ne doit en aucun cas servir d'instrument financier au service de la finance internationale).***

## **15) Un système monétaire alternatif est-il possible ?**

Notre système monétaire actuel ne s'est pas développé spontanément, comme nous l'avons vu avec la création de la « Banque d'Angleterre », de telle sorte qu'aujourd'hui, cette « élite » financière continue de profiter abusivement du système en place, tandis que le commun des mortels n'a en fait aucune chance de faire fortune en appliquant honnêtement les règles d'un jeu truqué dès le départ. Le prêt à intérêts n'est pas le seul critère qui caractérise notre système financier. Pendant le Moyen Âge, l'Eglise a interdit le prêt à intérêts, raison pour laquelle cette époque est appelée « âge des ténèbres » par ceux qui surent imposer à l'Occident chrétien une manière de vivre conforme à leurs intérêts... Ce système n'est pas une fatalité, car il repose sur une convention qui s'est imposée telle une loi économique « naturelle », ce qu'elle n'est pas du tout. Et, comme toute convention, celle-ci pourrait être modifiée. En ce cas, les échanges pourraient s'effectuer sur d'autres bases, comme par exemple dans le cadre d'un système monétaire alternatif. Un tel système a fonctionné avec succès. Il favorise la coopération économique et l'emploi, au lieu d'engendrer la concurrence forcée et le chômage. Il s'agit du système de la monnaie franche, élaboré par l'économiste allemand Silvio Gesell (1862-1930).

L'avantage le plus important d'un système de monnaie franche est celui d'empêcher la pénurie d'argent pour les plus démunis par la thésaurisation abusive qui est elle-même une conséquence de la spéculation. Comme nous l'avons vu avec le système monétaire basé sur le prêt à intérêts, la thésaurisation de l'argent peut paradoxalement susciter une pénurie d'argent et

favoriser le chômage, car l'argent qui est accumulé dans un but spéculatif n'est disponible que pour financer la production des biens les plus rentables, au seul profit de ceux ayant les moyens de thésauriser, autrement dit les spéculateurs professionnels. Un système alternatif équitable doit avoir comme caractéristique d'empêcher le monopole des ressources financières. L'idée essentielle d'un système monétaire sans thésaurisation se base sur l'opération qui consiste à dévaloriser progressivement la monnaie par le prélèvement d'une taxe, de sorte que personne ne puisse avoir intérêt à détenir trop longtemps de l'argent et soit incité à le dépenser rapidement. Supposons, par exemple, qu'un billet de banque de cent francs se déprécie chaque mois de cinq francs : personne ne serait intéressé à le thésauriser, parce que sa valeur baisse constamment.

Par conséquent, la monnaie assujettie à une « taxe anti-thésaurisation » est aussi appelée « monnaie fondante ». Le père spirituel de cette idée est l'économiste allemand Silvio Gesell. Cette idée novatrice déclassa l'argent monétaire au rang d'une marchandise périssable. Cette réforme correspond justement à un ordre économique équitable et naturel. Pendant la crise économique des années trente, l'Autriche vécut une expérience inspirée par les théories de Silvio Gesell, « l'expérience de Wörgl ». Dans la petite cité de Wörgl, il y avait en 1932 plusieurs centaines de chômeurs et deux cents familles étaient absolument démunies. Le bourgmestre de Wörgl connaissait les idées de Silvio Gesell et il voulut les appliquer pour soulager la misère de ses concitoyens et pour financer des projets urgents tels que des cantines populaires, des routes et la construction de ponts. La commune créa sa propre monnaie, le « bon-travail de Wörgl ». Sur chaque billet, on devait coller, à la fin de chaque mois, un timbre qui représentait une dépréciation de 1% de la valeur initiale.

Le résultat de cette expérience basée sur l'argent libre fut que chacun essaya de dépenser son argent avant qu'il ne perde de sa valeur, de telle sorte que la circulation de l'argent était assurée. Le prélèvement de 1% de la monnaie fut encaissé par la municipalité de Wörgl à titre d'impôt et employé pour financer des projets sociaux et des travaux publics. L'expérience de l'argent libre de Wörgl eut un tel succès qu'en un an, le chômage baissa de 25%. Des communes voisines voulurent elles aussi adopter ce nouveau système monétaire aux effets prometteurs. Malheureusement, l'expérience de Wörgl prit bientôt fin, car la Banque centrale autrichienne considéra que son monopole monétaire était menacé et « l'expérience de Wörgl » fut interdite pour raison d'Etat, car il ne fallait pas que cette expérience au succès exemplaire puisse se développer et porter préjudice au système.

Au cours de l'Histoire, les systèmes monétaires alternatifs ont été expérimentés surtout pendant les périodes de crises économiques. Il existe toutefois en Suisse d'importantes différences régionales entre les communes concernant la répartition des recettes fiscales et le partage des ressources financières. Cela se traduit d'un côté par les taux d'imposition très élevés des communes de montagne, d'un autre côté par le régime fédéral de péréquation financière qui permet de transférer chaque année plus d'un milliard de francs aux zones de montagne. Ces régions d'altitude, de même que l'agriculture en général, sont aujourd'hui très dépendantes des subventions fédérales et ne pourraient pas survivre sans celles-ci. Ces mesures auraient toutefois comme conséquence le dépeuplement des vallées et des campagnes, car celles-ci ne seraient pas viables sans ces subventions. Une telle diminution des subventions aurait comme effet pour ces régions une pénurie d'argent.

C'est à ce moment-là que les systèmes monétaires alternatifs pourraient entrer en jeu. De même que dans la cité autrichienne de Wörgl les travaux

publics furent financés par des monnaies alternatives, les communes de montagne pourraient également financer leurs projets d'utilité publique par de tels moyens financiers, avec comme résultat de réduire leur dépendance vis-à-vis des subventions fédérales. La monnaie alternative pourrait compléter parallèlement, dans un premier temps et en complément, la monnaie usuelle. Les transactions financières locales entre une commune et une entreprise pourraient donc être réalisées complètement ou en partie grâce à la monnaie alternative. La pénurie de liquidités pourrait donc être totalement ou en partie remplacée par la monnaie alternative. Ces régions périphériques seraient moins dépendantes des subventions fédérales et deviendraient plus autonomes. L'emploi d'une monnaie alternative dans les régions de montagne serait un premier pas vers la réalisation d'une réforme monétaire fondée sur l'introduction de la monnaie franche. Bien que des monnaies alternatives puissent être très favorables au développement économique de ces régions, le chemin pour y arriver est semé d'embûches. A côté de certaines questions techniques, comme par exemple définir comment devrait avoir lieu l'émission de cette monnaie, c'est-à-dire sous forme de billets ou de cartes électroniques rechargeables, ce sont surtout les questions en rapport avec l'information du citoyen qui sont les plus importantes.

***Conclusion : il est nécessaire, en vue d'un intérêt général bien compris, de pouvoir débattre librement de ces questions et sortir d'un carcan imposé***

« Vous pouvez tromper quelques personnes tout le temps.  
Vous pouvez tromper tout le monde un certain temps.  
Mais vous ne pouvez pas tromper tout le monde tout le temps. »

*Abraham Lincoln*

« Nous voulons établir la libre circulation de l'information.  
Un Etat qui a peur de laisser son peuple juger librement  
de ce qui est vrai ou de ce qui est faux est un Etat qui a  
peur de son peuple. »

*John F. Kennedy*

**Louis de Mollensard**  
Mars 2009